

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 31 janvier 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les critères d'une répartition harmonieuse entre les communes par l'inscription des demandeurs d'asile en un lieu déterminé telle que visée à l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 6 mai 1993", a donné le 16 novembre 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 januari 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende (de) vaststelling van de criteria voor een harmonieuze verdeling tussen de gemeenten door inschrijving van asielzoekers op een bepaalde plaats zoals bedoeld in artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals gewijzigd door de wet van 6 mei 1993", heeft op 16 november 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.Intitulé.

L'intitulé serait plus simplement rédigé comme suit :

"Arrêté royal fixant les critères d'une répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre les communes en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers".

Préambule.

1. Conformément à l'usage, l'alinéa 1er s'écrit comme suit :

"Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 54, remplacé par la loi du 6 mai 1993 et modifié par la loi du 24 mai 1994;"

2. Dans le proposant, on écrit : "Sur la proposition ...".

.../...

Dispositif.

Articles 1er et 2.

1. Les articles 1er et 2 devraient être fusionnés en un article rédigé comme suit :

"Article 1er. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ci-après dénommé "le ministre", ou son délégué, ne peut, en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers choisir une commune comme lieu obligatoire d'inscription que si le nombre de demandeurs d'asile résidant sur le territoire de cette commune est inférieur au résultat de la formule suivante, calculé à chaque nouveau groupe prévu à l'article 2 :

Coefficient A de la commune.

Somme des coefficients A de toutes les communes x R.

Le calcul du coefficient A est effectué par application de la formule suivante :

.../...

Coefficient A

$$A = \frac{P \text{ de la commune}}{P \text{ de Belgique}} \times \frac{(C \text{ de la Belgique}/P \text{ de la Belgique})^{0,4}}{(C \text{ de la commune}/P \text{ de la commune})} \\ \times \frac{(I \text{ par commune})^{0,6}}{(I \text{ par pays})}$$

P = tous les habitants inscrits aux registres de la population et des étrangers au 1er janvier de l'année précédente.

C = nombre des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence et de l'aide sociale (pour lequel le C.P.A.S. perçoit un remboursement de l'Etat) à charge du C.P.A.S. pendant la dernière année pour laquelle on dispose de données.

I = revenu imposable par habitant à l'impôt sur les revenus des personnes du dernier exercice fiscal pour lequel des données sont disponibles.

Le coefficient R = le nombre total de candidats réfugiés inscrits au registre d'attente, qui n'ont pas encore reçu une décision exécutoire en ce qui concerne leur demande d'asile.

Pour la détermination du nombre de demandeurs d'asile résidant sur le territoire d'une commune, il est tenu compte de ceux qui y sont inscrits au registre d'attente et également de ceux qui se trouvent dans des centres

.../...

d'accueil pour demandeurs d'asile situés sur le territoire de la commune".

2. Il n'est pas d'usage d'indiquer les modifications subies par le texte auquel référence est faite. La règle ne souffre d'exception que si l'on entend que les modifications ultérieures apportées à ce même texte ne soient pas applicables.

Sur cette base, les mots "modifié par la loi du 6 mai 1993" ont été omis dans le texte proposé.

L'observation vaut pour les articles 3 et 5, devenant respectivement 2 et 4.

3. Quant à l'alinéa 2 de l'article 1er, il sera proposé ci-après d'en faire une disposition transitoire figurant à la fin de l'arrêté en projet.

Articles 3 et 4
(devenant l'article 2).

L'article 3 détermine la répartition effective des demandeurs d'asile entre les communes par groupes de trois mille.

Les articles 3 et 4 gagneraient à être fusionnés dans la rédaction suivante :

.../...

"Art. 2. Le ministre attribue un lieu obligatoire d'inscription dans une commune en proportion des groupes de trois mille demandeurs d'asile selon la formule suivante :

Coefficient A de la commune.

Somme (Σ) des coefficients A des communes retenues x 3.000.

Pour l'application de l'alinéa 1er, il y a lieu d'entendre par communes retenues toutes les communes dont le nombre de demandeurs d'asile est inférieur au résultat de la formule prévue à l'article 1er, à l'exception des communes où s'applique une interdiction de séjour en vertu de l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le calcul d'un nouveau groupe de trois mille demandeurs d'asile ne s'effectue qu'après répartition complète du groupe en cours".

Article 5 (devenant l'article 3).

A première vue, la disposition paraît énoncer une règle curieuse puisque la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription n'a de sens que pour autant que le demandeur d'asile réside effectivement dans une commune dont le nombre de candidats réfugiés est supérieur au quota.

Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a signalé que cet article vise, par exemple, la situation d'un demandeur d'asile qui, venant d'une commune "saturée", s'installe dans une commune dont le quota n'est pas dépassé. En pareil cas, l'intéressé peut demander que le lieu

.../...

obligatoire d'inscription qui lui était attribué soit supprimé.

L'article devrait être rédigé de manière à faire apparaître plus clairement l'intention de l'auteur du projet.

Article 6 (devenant l'article 4).

De l'accord du délégué du ministre, il y a lieu d'omettre les mots "de population", les candidats réfugiés auxquels le projet s'applique n'étant pas susceptibles d'être inscrits aux registres de la population.

L'article 1er, alinéa 2, du projet devrait former l'article 4, alinéa 2. La mesure transitoire qu'il contient se justifie par la circonstance qu'il n'est pas certain que le registre d'attente, au moment où il commencera à être utilisé, contiendra toutes les données devant y figurer. Doivent en effet y être transférées, les données relatives à des candidats réfugiés dont le dossier est en cours, soit à l'Office des étrangers, soit au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, soit à la Commission permanente de recours des réfugiés, soit enfin au Conseil d'Etat.

De l'accord du délégué du ministre, l'alinéa devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Avant que le registre d'attente contienne toutes les données devant y figurer, le ministre fixe, en tenant compte des données qui doivent encore y être transférées ou vérifiées, le nombre total des candidats réfugiés séjournant dans le royaume".

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de criteria voor een harmonieuze verdeling van de asielzoekers over de gemeenten met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen".

Aanhef.

1. Zoals gebruikelijk is dient het eerste lid als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 54, vervangen bij de wet van 6 mei 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 mei 1994;"

2. In het voordrachtformulier schrijve men : "Op de voordracht van ... Ambtenarenzaken ...".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikelen 1 en 2.

1. De artikelen 1 en 2 zouden moeten worden samengebracht tot één artikel, luidende :

"Artikel 1. De minister tot wiens bevoegdheid de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen behoort, hierna te noemen "de minister", of zijn gemachtigde, kan, met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, slechts een gemeente kiezen als verplichte plaats van inschrijving als het aantal asielzoekers die op het grondgebied van die gemeente verblijven lager ligt dan de uitkomst van de volgende formule, welke uitkomst berekend wordt voor elke nieuwe groep bepaald in artikel 2 :

Coëfficiënt A van de gemeente.

Som van de coëfficiënten A van alle gemeenten x R.

De berekening van coëfficiënt A geschiedt met toepassing van de volgende formule :

.../...

Coëfficiënt A

$$A = \frac{P \text{ van de gemeente}}{P \text{ van België}} \times \frac{(C \text{ van België}/P \text{ van België})^{0,4}}{(C \text{ van de gemeente}/P \text{ van de gemeente})} \times \frac{(I \text{ per gemeente})^{0,6}}{(I \text{ per land})}$$

P = alle inwoners ingeschreven in de bevolkings- en vreemdelingenregisters op 1 januari van het voorafgaande jaar.

C = aantal begunstigden van het bestaansminimum of van sociale bijstand (die de Staat aan het O.C.M.W. terugbetaalt) ten laste van het O.C.M.W. gedurende het laatste jaar waarvoor de gegevens bekend zijn.

I = inzake de personenbelasting belastbaar inkomen per inwoner van het laatste belastingjaar waarvoor gegevens bekend zijn.

Coëfficiënt R = het totale aantal kandidaat-vluchtelingen die zijn ingeschreven in het wachtregister en die nog geen uitvoerbare beslissing hebben ontvangen wat hun asielaanvraag betreft.

Voor het bepalen van het aantal asielzoekers die op het grondgebied van een gemeente verblijven wordt rekening gehouden met diegenen die zijn ingeschreven in het wachtregister en tevens met diegenen die zich bevinden in opvangcentra voor asielzoekers gelegen op het grondgebied van de gemeente".

.../...

2. Het is niet gebruikelijk de wijzigingen aan te geven die zijn aangebracht in de tekst waarnaar wordt verwezen. Er mag van die regel slechts worden afgeweken als het in de bedoeling ligt dat latere wijzigingen van diezelfde tekst niet van toepassing zijn.

Op grond daarvan zijn de woorden "zoals gewijzigd door de wet van 6 mei 1993" in de voorgestelde tekst weggelaten.

De opmerking geldt voor de artikelen 3 en 5, die respectievelijk 2 en 4 worden.

3. Wat het tweede lid van artikel 1 betreft, wordt hierna voorgesteld er een overgangsbepaling van te maken aan het einde van het ontworpen besluit.

Artikelen 3 en 4
(die artikel 2 worden).

Artikel 3 bepaalt de effectieve verdeling van de asielzoekers over de gemeenten per groep van drieduizend.

Het zou beter zijn de artikelen 3 en 4 samen te voegen in de volgende lezing :

"Art. 2. De minister wijst een verplichte plaats van inschrijving in een gemeente toe, in verhouding tot de groepen van drieduizend asielzoekers, met toepassing van de volgende formule :

.../...

Coëfficiënt A van de gemeente.

Som (Σ) van de coëfficiënten A van de in aanmerking genomen gemeenten x 3.000.

Voor de toepassing van het eerste lid dienen onder in aanmerking genomen gemeenten te worden verstaan de gemeenten waar het aantal asielzoekers lager ligt dan de uitkomst van de formule bepaald in artikel 1, met uitzondering van de gemeenten waar krachtens artikel 18bis van de wet van 15 december 1980 een verbod tot verblijf geldt.

De berekening van een nieuwe groep van drieduizend asielzoekers geschiedt pas na de volledige verdeling van de groep waarmee men bezig is".

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

Op het eerste gezicht lijkt de bepaling een merkwaardige regel te formuleren aangezien de aanwijzing van een verplichte plaats van inschrijving slechts zin heeft in zoverre de asielzoeker effectief verblijft in een gemeente waar het aantal kandidaat-vluchtelingen hoger ligt dan het maximumaantal.

Desgevraagd heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat in dit artikel bij voorbeeld verwijst naar de situatie van een asielzoeker die uit een "overvolle" gemeente komt, en zich vestigt in een gemeente waar het maximumaantal niet is overschreden. In zulk een geval kan de belanghebbende vragen dat de verplichte plaats van inschrijving die hem was toegewezen wordt geschrapt.

.../...

Het artikel zou zo moeten worden gesteld dat daaruit de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker blijkt.

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het woord "bevolkingsregister" moet worden geschrapt, aangezien de kandidaat-vluchtelingen op wie het ontwerp van toepassing is niet kunnen worden ingeschreven in de bevolkingsregisters.

Artikel 1, tweede lid, van het ontwerp zou artikel 4, tweede lid, moeten vormen. De overgangsmaatregel die erin is vervat wordt gerechtvaardigd door de omstandigheid dat het niet vaststaat dat het wachtregister, op het tijdstip dat er gebruik van zal worden gemaakt, alle gegevens zal bevatten die erin moeten worden opgenomen. De gegevens betreffende de kandidaat-vluchtelingen wier dossier in behandeling is, ofwel bij de Dienst Vreemdelingenzaken, of bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, ofwel bij de Vaste beroepscommissie voor vluchtelingen of bij de Raad van State, moeten er immers in worden overgebracht.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het lid als volgt zou moeten worden gesteld :

"Voordat het wachtregister alle gegevens bevat die erin moeten worden opgenomen bepaalt de minister, rekening

.../...

houdend met de gegevens die er nog in moeten worden overgebracht of worden nagekeken, het totale aantal kandidaat-vluchtelingen dat in het rijk verblijft".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit

Messieurs P. TAPIE,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. S. SAINT-VITEUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. S. SAINT-VITEUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.